

L'Etat doit-il financer les partis d'« extrême droite »

ARGUMENTAIRE

L'Etat doit-il financer les partis d'« extrême droite » ? La question revient régulièrement sous la plume de « politologues » et d'« experts » autoproclamés, tel l'inénarrable Abramowicz.

Ces Messieurs prétendent en effet que l'« extrême droite » n'est pas démocrate. L'argument est nul, le Front National souhaitant – davantage que ses rivaux du système – la libre expression de notre peuple. Si un parti est bien partisan du gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, c'est bien le FN. Le régime sous lequel nous vivons actuellement n'est que le règne de partis qui exploitent le clientélisme le plus éhonté. Ces partis se disputent théâtralement à la Chambre et au Sénat, mais se partagent dans l'ombre les prébendes du pouvoir. Ils sont les jouets (conscients et rémunérés) de groupes de pression économiques manipulant l'opinion publique avec l'aide d'une presse et d'une télévision serves. Ils vont chercher leurs ordres auprès d'officines étrangères, viscéralement antieuropéennes (lobby immigrationniste, cartels capitalistes multinationaux, Internationale socialiste).

Est-ce cela qu'Abramowicz et consorts nomment démocratie ?

Nos concitoyens ne s'y trompent pas, qui sont plusieurs dizaines de milliers à nous soutenir à Bruxelles et en Wallonie. Car nous sommes le parti du peuple patriote, honnête et travailleur.

Le but de la manœuvre visant à interdire le financement du FN est clair : il s'agit de nous retirer le droit à la parole. Dans notre société matérialiste, sans argent... pas d'action politique possible !

Il convient de dénoncer la manœuvre inique. Voici quatre raisons de financer tous les partis – y compris le FN et le Vlaams Belang. Expliquez-les à vos amis, vos collègues, vos voisins. Brisez le mensonge. Brisez le piège.

QUATRE RAISONS DE MAINTENIR LE FINANCEMENT DE TOUS LES PARTIS POLITIQUES

1) Le financement des partis politiques par l'Etat permet de lutter contre les caisses noires et le financement occulte. Le scandale de caisses noires a frappé le PS en Wallonie et à Bruxelles. Le financement occulte a également été dénoncé lors des affaires IBRAMCO et RTT à la fin des années 70. Là encore, le PS était la cible des tribunaux. Le MR qui, dans le courant des années 80, se nommait Parti Réformateur Libéral, fut lui aussi mis en cause dans des affaires de financement illégal (affaire Kierchen – du nom d'un patron de l'industrie diamantaire anversoise qui finançait le PRL dirigé à l'époque par Jean Gol. Inquiété par la Justice, Kirchen se réfugia en Israël et menaça l'Etat belge de transférer ses bureaux aux Pays-Bas. Il ne fut pas poursuivi, l'Etat craignant que le départ de l'homme d'affaires ne provoque une marée de licenciements dans notre pays !)

Le financement des partis politiques existe dans la quasi-totalité des pays européens. Il est la meilleure garantie de défense de nos institutions contre l'action des groupes de pression politico-économiques – action qui provoqua, durant les années 70-80, de graves dérives discréditant le système (rappelons, avant que le financement ne soit de règle, les agissements maffieux de la démocratie chrétienne en Italie, les fausses factures des socialistes français ou le rôle peu reluisant de Chirac, à l'époque maire de Paris, dans le financement occulte du RPR de la capitale).

2) Le financement de l'Etat n'est accordé qu'aux partis représentés au Parlement. Ces partis sont représentatifs de l'électorat national. Il s'agit ni plus ni moins que de respecter le suffrage universel

et les droits politiques du citoyen. Dans notre province de Hainaut, plusieurs dizaines de milliers de nos compatriotes accordent leurs suffrages au Front National. Ce parti est donc représentatif d'une part non négligeable du corps électoral hennuyer. Se présentant devant le peuple souverain, le Front National accepte les règles de la démocratie et condamne toute forme de violence. C'est un parti légal, comptant au niveau national un député fédéral, un sénateur, quatre députés régionaux bruxellois et quatre députés régionaux wallons. Financer ce parti, c'est rendre justice à ses 180 000 électeurs, égaux en droits et en devoirs avec les électeurs des autres formations politiques. Dans un Etat de droit, la loi est la même pour tous – ce que semblent oublier certains "démocrates" autoproclamés.

- 3) Si le financement de l'Etat est accordé aux partis socialiste et libéral, il est juste que d'autres partis représentatifs soient également financés. Le financement des partis politiques par l'Etat est réalisé avec l'argent des impôts de tous les Belges. Il serait illogique – et profondément injuste – que seuls les partis du gouvernement et de l'opposition "bien pensante" puissent bénéficier de l'argent de l'Etat. Ce serait là un véritable déni de démocratie. Une véritable injure aux électeurs (qui sont aussi des contribuables).

Le fait que certains puissent s'interroger sur le bien-fondé de financer les partis dits d'"extrême droite" prouve déjà que la notion de liberté d'opinion est en danger dans ce pays. Quelle sera l'étape suivante ? L'interdiction du Vlaams Belang et du Front National ? La liberté d'association est garantie par la Constitution. Cette garantie est valable pour tous, qu'il s'agisse de l'"extrême droite" ou de l'"extrême gauche". Ou alors – suprême aveu ! – le système ne repose que sur le mensonge...

- 4) Le fait de supprimer le financement de certains partis légaux nous isolerait sur le plan international, face notamment aux Anglo-Saxons. Il serait difficile d'expliquer à d'autres gouvernements que la liberté et la démocratie sont en Belgique "à géométrie variable". Attaché au respect absolu du 1^{er} amendement de la Constitution – qui garantit à chacun la liberté d'expression –, un Américain ne comprendrait jamais de telles entraves aux droits élémentaires. Deviendrions-nous plus "barbares" que les Américains ? Il est certain que les lois liberticides sont de plus en plus nombreuses dans nos vieilles nations d'Europe. Il est urgent de rendre la parole au peuple, dans toutes ses composantes socio-politiques. Le financement de tous les partis y contribue.